

Palestine : silence, on tue...

Category: International

écrit par jmfouquer | 3 juillet 2023

Le 27 juin 2023, M. Tor Wennesland – Coordonnateur spécial de l'ONU – a déclaré au Conseil de sécurité, que « ces dernières semaines, le monde a été témoin d'un pic alarmant de la violence au nord et au centre de la Cisjordanie

»¹<https://press.un.org/fr/2023/dbf230627.doc.htm>.

Effectivement, nous assistons, en Cisjordanie, à une violence exponentielle contre le peuple palestinien causée tant par les forces d'occupation que par les colons, protégés par celles-ci. Ce sont, ces dernières semaines, des centaines d'attaques de colons et de raids militaires contre les villages, les villes et leurs habitant·es, tous âges confondus : incendies, tirs à vue, assassinats par drone, bombardement.

Pourquoi cet acharnement ?

L'occupation et l'intensification de la colonisation conduisent, de fait, à l'annexion de segments entiers de la Cisjordanie. Le ministre des Finances – le suprémaciste Bezalel Smotrich – vient d'annoncer un doublement du nombre de colons. C'est l'application du plan Trump qui entraîne encore plus de répression, de fragmentation du territoire, de dépossession.

C'est la continuité du nettoyage ethnique depuis la Nakba, l'expulsion de 800 000 Palestinien·nes en 1948, une colonisation de remplacement.

Mais, où en parle-t-on en France ? Qui se mobilise pour la protection du peuple palestinien ?

La terreur qui frappe les Palestinien·nes est absente des sphères médiatique et politique. Pire, la censure s'abat sur ceux qui en témoignent.

Ainsi, à Montpellier, Marseille, Versailles, Nancy, Lyon, etc.

les conférences-débats de Salah Hamouri – avocat franco-palestinien ayant subi la prison coloniale – et de Jean-Claude Samouiller – président d’Amnesty International France dont l’organisation a produit un rapport très détaillé démontrant le régime d’apartheid israélien – ont-elles été si souvent interdites, les autorités cédant aux pressions des « amis d’Israël ». Mais, à chaque fois, grâce à la détermination farouche de militant·es, voire suite à un recours devant le Tribunal administratif, ces événements finissent par se tenir. Donner à écouter ce que disent témoins et experts sur ce qui se passe en Palestine occupée semble ne plus relever de la simple liberté d’expression en France.

Ces pressions n’ont évidemment pas lieu qu’en France

De manière dramatique, l’UNRWA (programme de l’ONU pour l’aide aux réfugié·es palestinien·nes, créé en 1949) risque de ne plus avoir suffisamment de fonds, dès septembre 2023. En effet, à partir de 2018, les pressions politiques se sont traduites par des baisses de financement conséquentes jusqu’à atteindre ce seuil critique. Or, cette aide est tout simplement vitale pour les 6 millions de réfugié·es palestinien·nes (nourriture, santé, éducation, etc.), tant à Gaza et en Cisjordanie, qu’au Liban, en Jordanie ou en Syrie.

C’est pourquoi,

ENSEMBLE! appelle à prendre des initiatives concrètes, fortes et visibles pour protéger le peuple palestinien et, en particulier, à renforcer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). Initié en 2005 par 172 organisations palestiniennes, il vise à contraindre Israël à respecter le droit international par divers moyens : boycott des produits israéliens, désinvestissement des entreprises – comme Carrefour, Axa, Puma – dans les colonies illégales en Cisjordanie et sanctions contre l’État d’Israël.

ENSEMBLE! appelle aussi le gouvernement français à proposer à l’Union européenne la suspension de son accord d’association

avec Israël tant que cet État continue à bafouer les Droits humains.

Bagnolet, le 27 juin 2023

ENSEMBLE!

Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire